

Capitalisme : une crise sans issue ?

mercredi 2 juin 2010, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2010).

Dans un éditorial d'avril 2009 de *solidaritéS*, j'avais cité les historiens économistes Michael O'Rourke et Barry Eichengreen, qui pointaient les similitudes entre la crise actuelle du capitalisme et celle des années 30 (www.voxeu.org). Qu'en est-il aujourd'hui ?

Pendant les neuf premiers mois de la Grande Dépression, de juillet 1929 à avril 1930, la production industrielle mondiale avait chuté de 10%, contre 12,5% de mai 2008 à février 2009 ; le commerce avait reculé de 5%, contre 17,5% ; quant aux indices boursiers, ils avaient perdu 10%, contre 17,5%. Le démarrage de la crise s'annonçait donc plus brutal en 2008 qu'en 1929 (*solidaritéS* n° 146). Cependant, depuis le printemps 2009, la production industrielle, mais aussi le commerce et la bourse (jusqu'à fin avril 2010), ont amorcé une reprise partielle. En même temps, les taux de chômage officiels demeurent extrêmement élevés (de l'ordre de 10% aux Etats-Unis et dans la zone euro) et la demande privée est toujours insuffisante pour prendre le relais des plans de relance massifs des Etats. L'avenir reste donc sombre.

L'austérité avant tout

Dans ce contexte, l'OCDE préconise de réduire les dépenses publiques, non seulement par l'austérité (mise en cause des systèmes de retraites, etc.), mais en supprimant les « *mesures exceptionnelles de soutien budgétaire* » et les « *mesures fiscales d'aide à la consommation* » (*Perspectives économiques* n° 87, mai 2010). En effet, les investisseurs privés qui détiennent l'essentiel de la dette publique entendent prévenir le défaut de certains débiteurs (Grèce, Espagne, etc.) et éviter une poussée inflationniste.

Willem Buiters, chef économiste de Citigroup, l'explique ainsi : « *En 2010, tous les Etats industriels avancés d'une certaine taille auront certainement adopté une politique de resserrement budgétaire (...) Les marchés vont le demander* » (bel euphémisme !). Celle-ci va provoquer une compression de la demande supérieure aux prévisions, laquelle aurait été de toute façon imposée par la hausse des taux d'intérêt sur la dette publique (c'est déjà le cas en Europe du Sud, mais aussi en Angleterre) et sur l'ensemble des marchés financiers (26 avril 2010 - www.zerohedge.com).

Entre le marteau et l'enclume

Le capital financier veut que les Etats réduisent leur endettement. Mais pourquoi la tempête se lève-t-elle en Europe ? Pas tant en raison des déficits de la Grèce, de l'Espagne, etc., que de la faiblesse institutionnelle de la zone euro (absence de fiscalité et de budget communs), qui est l'expression de la fragilité relative du projet politique intégré des bourgeoisies européennes. Pour preuve, le déficit primaire de la Grèce - abstraction faite du service de sa lourde dette, dont les taux ne cessent d'être révisés à la hausse - se monte à 6% de son PIB, contre 6,8% au Royaume-Uni et 7,5% aux Etats-Unis (L'Allemagne, comme la Suisse, a un excédent primaire de 0,3% !) (*Fortune*, 14 mai 2010).

Pourtant, les politiques de rigueur annoncées risquent d'étrangler une demande globale déjà structurellement insuffisante. David Kern, chef économiste de La Chambre du commerce britannique, estime ainsi qu'un resserrement budgétaire allant au-delà des mesures limitées

annoncées par le chancelier conservateur George Osborne (6 milliards de £), avant que la reprise ne soit vraiment confirmée, pourrait précipiter une récession « à double creux » (rechute plus profonde après une reprise avortée) (*The Guardian*, 30 mai 2010).

Vers une récession bis ?

Le 21 mai dernier sur CNBC (chaîne de TV financière US), Nouriel Roubini, fameux pour avoir été l'un des premiers économistes bourgeois à prévoir la crise des subprimes, jugeait qu'un retour à la récession se précisait pour l'Europe et le Japon, avec au mieux la perspective d'une stagnation aux Etats-Unis et d'un ralentissement de la croissance en Chine. Avec l'historien économiste Stephen Mihm, il vient tout juste de publier un livre au titre évocateur : *Crisis Economics. A Crash Course in the Future of Finance* (Economie de la crise. Le cours accidenté du futur de la finance).

Stephen Mihm est un admirateur d'Hyman Minsky (1919-1996), un économiste hétérodoxe formé au contact de Schumpeter et de Leontief, fils de deux militants socialistes juifs de Chicago, qui décrivait le capitalisme comme un système instable, dont la finance permettait de différer les crises en les rendant plus catastrophiques. Face aux risques de dépression, il voulait certes que la Banque centrale soit le prêteur de dernier ressort, mais surtout que l'Etat devienne l'employeur de dernier ressort (programme de plein emploi). Cette seconde exigence n'est évidemment jamais rappelée aujourd'hui.

Changer de système

Comme système, le capitalisme est prisonnier d'une tension insoluble entre la nécessité de garantir à la fois des taux de profit suffisants et des débouchés solvables pour les biens et services produits. Si les Trente Glorieuses (1945-1974) ont permis l'expansion des marchés grâce à la hausse des salaires réels et des investissements productifs, cela a fini par provoquer une détérioration des marges de profits. Au contraire, le modèle néolibéral a suscité une hausse des profits par la compression des salaires, mais en vendant de plus en plus à crédit et en détournant une part croissante des investissements vers des activités spéculatives.

Hyman Minsky, qui défendait une vision « tragique » (sans alternative) du capitalisme, ne concevait pas de solution durable à une telle contradiction, hormis la gestion politique acrobatique des déséquilibres : un constat amplement confirmé par l'histoire de ces deux derniers siècles. Aujourd'hui, les coûts sociaux et écologiques d'une telle impasse menacent la civilisation humaine. C'est pourquoi, il est urgent de passer d'une production généralisée de marchandises à une production de biens et services socialement utiles, décidée démocratiquement, dans le respect des équilibres naturels. Il n'y a pas d'alternative : il faut sortir du capitalisme !

Jean Batou

P.-S.

* Article à paraître en Suisse dans le prochain numéro de solidaritéS (n° 169).